09
Rapport Annuel

UNOPS

Droit d’auteur © 2010

UNOPS

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche documentaire ou transmise sous quelque forme que ce soit ou par quelque moyen que ce soit (électronique, mécanique ou photographique ou autre) sans l’accord préalable écrit de l’UNOPS.

Table des matiéres

Présentation de l'UNOPS 2
Plan stratégique 2010-2013 6

2009 Résultats opérationnels 8
2009 Résultats Clés

Objectif 1
Rétablir la paix et la stabilité après les conflits 12

Objectif 2
Relèvement rapide des communautés touchées par des catastrophes naturelles 16

Objectif 3
Capacité des populations à développer l'économie locale et leur accès aux services sociaux 20

Objectif 4
Viabilité environnementale et adaptation au changement climatique 24

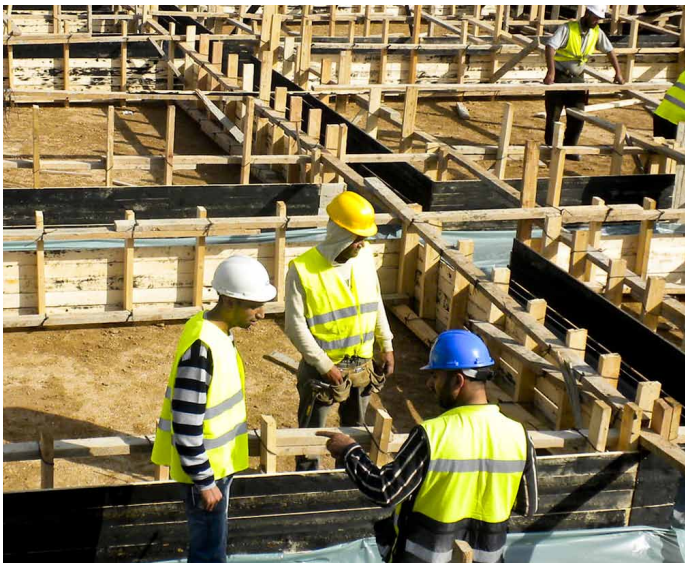
Objectifs transversaux 26

2009 résultats annuels et données clés 30

Présentation de l'UNOPS

La mission de l'UNOPS consiste à accroître la capacité du système des Nations Unies et de ses partenaires à réaliser des opérations en matière de consolidation de la paix, d'aide humanitaire et de développement nécessaires aux personnes dans le besoin.

L'UNOPS travaille dans des environnements parmi les plus difficiles au monde et sa vision consiste à toujours répondre aux besoins des partenaires avec des services de gestion de niveau international en matière de qualité, de rapidité et d'économies.



Des entrepreneurs nationaux réalisant pour le compte des autorités nationales palestiniennes la construction de la prison de Jéricho en Territoire palestinien occupé, financée par le gouvernement des Pays-Bas.

L'UNOPS fournit une expertise dans quatre pratiques de gestion:

La gestion de projets a pour but de soutenir des projets mis en place dans un environnement d'après-conflit, d'aider au rétablissement rapide des communautés affectées par des catastrophes naturelles et de combler temporairement des lacunes critiques dans la capacité des pays à revenus faibles et intermédiaires.

Les services d'achats soutiennent les activités de gestion de projets et fournissent aux partenaires des services indépendants, dont des services partagés et des services auprès de gouvernements qui font face à des conraintes de capacités.

La gestion des ressources humaines soutient les activités de gestion de projets et fournit aux partenaires des services indépendants, dont le déploiement rapide de personnel et la gestion de contrats.

La gestion financière administre les subventions des donateurs, les prêts et les fonds d'affectation spéciale multidonateurs, lorsqu'il n'existe pas de concurrence avec d'autres agences des Nations Unies.

Tout en adhérant aux règles et aux règlementations des Nations Unies, l'UNOPS maintient sa présence physique sur le terrain dans les situations de conflit ou de crise, et met en avant l'appropriation et l'engagement des gouvernements et des communautés locales. Les services de gestion transparents et responsables de l'UNOPS répondent aux critères internationaux les plus exigeants.

La taille et l'expérience de notre organisation permet à nos partenaires de bénéficier de notre spécialisation, du partage de connaissances et d'économies d'échelle. L'UNOPS agit en tant que fournisseur autofinancé de services de mise en œuvre. Cela incite à être plus efficace et à appliquer des règles financières strictes.

En soutenant des organismes des Nations Unies, des institutions financières internationales, des gouvernements, des organisations non gouvernementales et des organisations intergouvernementales, l'UNOPS contribue de manière concrète et significative aux résultats de ses partenaires sur le terrain.

À titre d'exemple, l'UNOPS a participé en 2009 à la construction d'écoles, de routes, de ponts, de cliniques, d'hôpitaux, de prisons, de postes de police et de bâtiments officiels pour le compte de ses partenaires. Il a également soutenu ses partenaires dans le domaine de la formation destinée aux enseignants, aux journalistes, aux travailleurs sanitaires et aux fonctionnaires gouvernementaux, et a coordonné les efforts d'éducation du public en matière d'élections et de préparation en prévision de catastrophes.

Pour le compte de ses partenaires, l'UNOPS a aussi procuré des biens dont l'éventail allait de véhicules à des fournitures médicales pour une valeur de plusieurs millions de dollars. Enfin, il s'est employé à gérer des fonds et des contrats et à administrer des milliers de microfinancements.

En 2009, les effectifs de l'UNOPS comprenaient presque 6 000 employés et l'organisation a créé pour le compte de ses partenaires des dizaines de milliers d'opportunités d'emploi supplémentaires au sein des communautés locales. Depuis son siège à Copenhague, au Danemark, et grâce à son réseau de cinq bureaux régionaux et de plus de 20 centres d'opérations et de projets, l'UNOPS dirige les activités menées à bien dans plus de 60 pays.

Villageois soudanais profitant des avantages de la nouvelle route entre Farasika et Tambura dans l'État de l'Équatoria occidental, construite par l'UNOPS pour le compte du gouvernement du Sud-Soudan, le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs et USAID. Cette route a fourni aux enfants un accès à l'école et aux commerçants un accès aux marchés.

Activités organisationnelles en 2009

À mesure que les Nations Unies ont cherché à développer l'efficacité, combiner les capacités et améliorer la livraison de projets, le rôle et la nécessité de l'UNOPS se sont accrus.

En 2009, l'UNOPS a fourni pour 1,1 milliard de dollars de services de gestion de projets, atteignant un revenu annuel total de 90,3 millions de dollars.

Le développement des activités de l'UNOPS en 2009 lui a permis de dépasser la somme prévue de 1,44 milliard de dollars, ce qui illustre la confiance croissante des partenaires en la capacité de l'organisation à contribuer de manière efficiente à leurs opérations et résultats.

L'UNOPS a participé à l'achat de 1 728 véhicules de police au Pérou, en collaboration avec le PNUD et pour le compte du gouvernement péruvien.

Le nouveau Plan stratégique 2010-2013

La stratégie des activités 2007-2009 a contribué à faire de l'UNOPS une organisation plus solide, plus professionnelle et plus viable financièrement. En 2009, l'organisation a fourni un travail considérable afin de trouver une approche qui lui permette de mettre à profit ce succès. Le Plan stratégique 2010-2013 a été élaboré à la suite de multiples consultations avec différentes parties, dont les États membres, d'autres membres de la famille des Nations Unies, des partenaires extérieurs et des membres du personnel de l'UNOPS. (Voir page 6 pour plus de détails concernant ce plan).

Nos partenaires

En 2009, le PNUD est resté le premier partenaire de l'UNOPS. Le PNUD représente 44 pour cent de l'ensemble des dépenses d'exécution. Six pour cent proviennent des ressources de base, environ dix pour cent proviennent des fonds d'affectation spéciale (mis à part les fonds d'affectation spéciale multidonateurs du Groupe des Nations Unies pour le développement) et 28 pour cent des accords de services de gestion.

En 2009, les deux organisations ont signé un Mémorandum d'Accord pour un Partenariat stratégique. Il s'agit d'une plate-forme permettant à l'UNOPS, au PNUD et à leurs partenaires de collaborer dans un cadre de confiance et de réaliser de possibles bénéfices mutuels.

L'UNOPS a renforcé son partenariat avec des institutions financières internationales, dont sa collaboration avec la Banque mondiale dans le cadre de projets représentant plus de 140 millions de dollars en 2009. L'UNOPS a également augmenté le nombre de ses activités avec la Banque africaine de développement et la Banque Interaméricaine de Développement et a signé son premier accord avec la Banque asiatique de développement en Afghanistan.

Sur la même période, le nombre de ses activités avec la Commission européenne a presque doublé en passant de 12 à 22 millions de dollars, en partie grâce à l'Accord Cadre Financier et Administratif (FAFA) signé en 2008.

L'UNOPS a également soutenu des activités de lutte anti-mines visant à apporter une assistance directe à 10 missions onusiennes de maintien de la paix

Développements internes clés

En 2009, l'UNOPS a renforcé son cadre d'orientation à travers la publication ou la révision de 12 de ses 26 politiques. Parmi les politiques revues figuraient le Cadre législatif et les Règlement financier et règles de gestion financière.

La structure mondiale de l'UNOPS a également fait l'objet d'une révision importante qui a institutionnalisé l' « approche de pratique ». L'approche de pratique permet la coordination du processus décisionnel parmi les quatre pratiques de gestion que sont la gestion de projets, la gestion financière, les services d'achats et les ressources humaines. Elle permet également d'articuler les domaines clés, appelés aussi pratiques de soutien à la mise en œuvre, qui dépendent de la demande et qui seront reconsidérés chaque année. L'approche de pratique aligne la politique, les processus métiers, les outils et les personnes à travers les différentes fonctions, les domaines de services et de soutien et les lieux géographiques.

L'UNOPS a également pour priorité la rétention du personnel, sa motivation et sa satisfaction au travail. Nous avons élaboré une politique d'harmonisation de la vie professionnelle et de la vie personnelle, des possibilités d'arrangements flexibles en ce qui concerne les heures de travail ainsi qu'une série de cours de formation obligatoires ou optionnels. Un Sondage Général du Personnel mené en mars 2009 a montré que la majorité des membres du personnel de l'UNOPS sont satisfaits du cadre de leurs fonctions, font hautement confiance à leurs supérieurs et à la direction, et pensent que l'organisation respecte la diversité culturelle.

L'UNOPS a créé le Bureau de la Déontologie, bureau indépendant, en février 2009 et a adopté en avril l'avant-projet du Code de Conduite des Nations Unies.

Domaines clés

L'objectif actuel est de fournir à nos partenaires des services de soutien à la mise en œuvre dans les domaines suivants: l'infrastructure physique, l'ordre public et la sécurité, les recensements et les élections, l'environnement, et la santé. Ce sont des domaines où la capacité de l'UNOPS à accroître les capacités des agences des Nations Unies et de ses partenaires est reconnue.

En 2009, la santé constituait le domaine d'activité le plus important de l'UNOPS et représentait 30 pour cent de la totalité de ses livraisons de projets. L'ordre public et la sécurité en représentaient 21 pour cent, tandis que l'infrastructure n'en représentait que 16 pour cent. Les activités de soutien à l'environnement en représentaient 10 pour cent, et les recensements et les élections 2 pour cent. Toutefois, le portfolio de l'UNOPS en matière d'infrastructure est beaucoup plus large que ces chiffres le laissent entendre, dans la mesure où de nombreux projets classés dans la catégorie des domaines clés comprennent des aspects qui concernent l'infrastructure. À titre d'exemple, la construction d'hôpitaux relève du domaine clé de la santé et la construction de postes de police relève du domaine clé de l'ordre public et de la sécurité.

Des infirmières au Myanmar participant à une réunion d'information sur le paludisme soutenu par le Three Diseases Fund, et qui vise à réduire les souffrances causées par le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. L'UNOPS gère les fonds en accord avec le Ministère de la Santé et pour le compte du consortium de donateurs.

Le Plan stratégique, 2010-2013

Le Plan stratégique 2010-2013 de l'UNOPS fournit une direction et montre la voie, positionnant fermement l'UNOPS au sein du système des Nations Unies.

Le succès de l'UNOPS sera déterminé par sa capacité à être toujours un partenaire sûr et digne de confiance des entités des Nations Unies, et, en fin de compte, par la manière dont il contribue aux progrès des activités de ses partenaires en faveur de l'amélioration de la vie des populations dans le besoin. Définir ses activités permet à l'UNOPS d'utiliser au mieux les possibilités de compléter les mandats et les capacités des autres entités des Nations Unies.

S'appuyant sur une série de valeurs et de principes fondamentaux, le Plan stratégique identifie une série d'objectifs de haut niveau auxquels l'UNOPS s'efforcera

Des travailleurs Sri Lankais en train de suivre une formation sur les techniques de construction d'abris dans le cadre d'un projet du gouvernement britannique conçu pour fournir des abris temporaires et améliorer les conditions de vie au sein des camps pour personnes déplacées à Vavuniya.

de contribuer et les services qu'il pourra être appelé à fournir.

Définir ses activités permet à l'UNOPS d'utiliser au mieux les possibilités de compléter les mandats et les capacités des autres entités des Nations Unies.

Le plan a été élaboré dans le cadre d'une interaction étroite avec les parties intéressées pouvant être affectées par les activités de l'UNOPS et reflète les directives de politique générale de l'ONU, les accords de haut niveau entre donateurs et pays en développement, et les études sur l'évolution de la demande et des pratiques optimales.

Conformément à l'esprit de cohérence du système des Nations Unies, le plan suppose que l'UNOPS n'a aucun mandat politique ou substantiel. L'UNOPS établira avec d'autres membres du système des Nations Unies des partenariats afin de compléter leur travail en leur apportant son expertise en matière d'exécution.

Le plan stratégique reflète également l'engagement de l'UNOPS en faveur d'un fonctionnement transparent et responsable et souligne la nécessité de communiquer ouvertement et clairement avec les parties intéressées. Si le Plan stratégique n'est pas entré en vigueur avant janvier 2010, ce présent rapport reflète sa structure et rend compte des résultats opérationnels en conformité avec les quatre objectifs de contribution exposés dans le plan.

Les objectifs de contribution de l'UNOPS

Objectif 1	Rétablir la paix et la stabilité après les conflits
Objectif 2	Relèvement rapide des communautés touchées par des catastrophes naturelles
Objectif 3	Renforcer la capacité des populations à développer l'économie locale et leur accès aux services sociaux
Objectif 4	Viabilité environnementale et adaptation au changement climatique

Il existe également des objectifs transversaux:

- L'égalité des sexes et l'émancipation des femmes
- Le développement des capacités nationales
- La viabilité environnementale

Méthodologie

Les résultats opérationnels rapportés dans les chapitres qui suivent ne sont pas présentés plusieurs fois dans les objectifs même si un projet peut contribuer à plusieurs objectifs. À titre d'exemple, tous les projets se déroulant dans des régions touchées par des conflits sont considérées comme appartenant à l'objectif 1 même si leurs activités sont également liées à l'environnement et au développement de l'économie locale. Ceux qui se déroulent dans le cadre d'une situation d'après catastrophe naturelle sont inclus dans l'objectif 2. Tous les autres projets de développement sont compris dans l'objectif 3, à l'exception des données concernant l'environnement. En effet, l'objectif 4 est consacré aux projets transfrontaliers ou aux programmes affectant plusieurs pays et qui peuvent être exécutés dans le cadre de situations d'après conflit, d'après catastrophe naturelle ou de développement.

Les objectifs transversaux sont exposés plus en détails dans une section spécifique mais les résultats les concernant se trouvent dans les pages des objectifs de contribution.

2009 Résultats opérationnels

Résultats clés pour 2009

Pour bénéficier de l'appui de l'UNOPS, un projet doit, notamment, favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. En 2009, les projets menés par l'UNOPS ont contribué à l'ensemble des huit objectifs du Millénaire, et plus particulièrement à ceux axés sur la santé.

Organisme chef de file du système des Nations Unies pour les grands projets d'infrastructure matérielle dans le cadre de la consolidation de la paix, l'UNOPS a géré en 2009 d'importants travaux de construction en Irak, au Soudan, en Afghanistan et en République démocratique du Congo. Il a aussi entrepris des activités considérables en Indonésie et à Sri Lanka, où des travaux de reconstruction se poursuivent depuis le tsunami de 2004.

Dans l'ensemble, l'UNOPS a supervisé la construction ou la restauration de 124 écoles, 61 hôpitaux et centres de santé, 15 commissariats, 30 prisons/établissements pénitentiaires pour jeunes délinquants et plus de 130 autres bâtiments officiels. En 2008, l'UNOPS a supervisé la construction ou la remise en état de 186 écoles, 34 hôpitaux et centres de santé, 31 commissariats, 20 prisons/établissements pénitentiaires pour jeunes délinquants et 14 autres bâtiments officiels.

En 2009, l'UNOPS a construit ou remis en état 18 ponts et plus de 2 200 kilomètres de route à revêtement en dur et sans revêtement, contre 100 ponts et 1 300 kilomètres de route en 2008.

Des fermiers afghans élaborant des cartes de forêts de pistachiers dans le cadre d'une session de formation relative à la conservation de la forêt. Ce projet est exécuté par l'UNOPS, en coordination avec le gouvernement afghan et financé par USAID.

L'UNOPS a acheté un large éventail de produits médicaux pour le compte de ses partenaires et a notamment équipé 26 centres médicaux et hospitaliers au Pérou. Il a acheté plus de 2 millions de moustiquaires afin de lutter contre le paludisme en Asie.

Au total, l'UNOPS a acheté plus de 238 millions de doses de médicaments, notamment en vue de campagnes d'immunisation contre la tuberculose, ainsi que des antipaludiques. Dans le cadre de la lutte contre le VIH/sida, l'UNOPS a acheté 128 millions de doses.

L'UNOPS a notamment aidé ses partenaires à organiser la formation de plus de 170 000 personnes dans les domaines de la santé, de la surveillance des élections et de l'agriculture. En 2008, il a aidé ses partenaires à fournir une formation dans ces domaines à plus de 95 000 personnes.

L'UNOPS a aidé le HCR à soutenir plus de 600 000 réfugés et personnes déplacées dans leur propre pays. Il a déployé des plans de préparation aux catastrophes à l'intention de près d'un million de personnes.

L'UNOPS a facilité la mise en œuvre de 34 projets relatifs aux eaux internationales et, en tant qu'agent d'exécution du Programme de Petites Subventions, a administré près de 4 000 projets de subventions collectives dans plus de 120 pays. En 2008, il a administré plus de 3 000 projets d'intérêt local dans plus de 100 pays.

En 2009, l'UNOPS a acheté pour plus de 870 millions de dollars de biens (49 %) et de services (51 %). Pour les marchés de plus de 100 000 dollars, la meilleure offre a été retenue dans 90 % des cas, soit 10 points de pourcentage de plus qu'en 2008. Au total, 8 848 Contrats de prestations individuels (ICA) ont été traités.

L'UNOPS a fourni des services communs à d'autres organismes des Nations Unies, notamment en appuyant les missions des Nations Unies en Haïti et en Irak, en gérant les complexes des Nations Unies en Afghanistan et en construisant des bâtiments pour le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le PNUD, entre autres.

En passant par le site Web du Bureau des services d'achats interorganisations (UN Web Buy system), qui permet aux clients de commander en ligne des produits à usage commun, l'UNOPS a acheté pour plus de 68 millions de dollars de biens, tels que des véhicules ou du matériel informatique. Il a également collecté les données nécessaires à l'élaboration du *Rapport statistique annuel sur les achats des Nations Unies (2008)*.

Étude de cas 1: Gestion de la construction de bâtiments des Nations Unies au Pérou et en République démocratique du Congo

Au Pérou, une nouvelle Maison des Nations Unies abrite sept organismes des Nations Unies, tout en aidant financièrement des enfants dans le besoin. Des bâtiments désaffectés datant du début des années 1900, situés dans l'enceinte d'un orphelinat de Lima, ont été loués au PNUD et remis en état par l'UNOPS pour y créer un ensemble de bureaux. L'argent ainsi versé a permis de rénover la partie de l'orphelinat encore utilisée pour accueillir des enfants.

L'UNOPS a supervisé la restauration en respectant le riche héritage que représentaient les édifices en question et en utilisant les techniques de préservation de l'environnement les plus récentes. En 2009, le projet a été récompensé du prix de l'Association nationale des architectes péruviens pour une architecture de qualité.

L'UNOPS a également géré la construction du nouveau bureau du Programme alimentaire mondial à Kinshasa, en République démocratique du Congo, qui comporte des espaces de travail plus spacieux et de nouveaux équipements et applique des mesures de sécurité modernes.

La nouvelle maison de l'ONU au Pérou.

Étude de cas 2 :
Évaluation des effets et des produits au Soudan

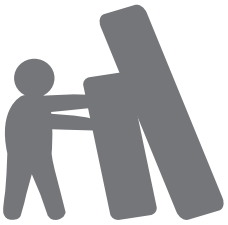
En raison de la nature de sa mission, les accomplissements de l'UNOPS sont évalués au niveau des produits mais, dans certains cas, les effets et les réalisations peuvent également être recensés, avec l'accord de ses partenaires. Ainsi, au Soudan, l'UNOPS construit des routes pour le compte du gouvernement du Sud-Soudan, du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs et de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

La construction des 70 premiers kilomètres de la route entre Yambio et Tambura a déjà provoqué une flambée de l'activité économique. Avant la construction de cette route, le marché de Nzara se limitait à trois boutiques qui fournissaient des articles de première nécessité. En octobre 2009, Nzara comptait 120 boutiques et 15 restaurants, et 20 autres boutiques étaient en construction.

Cela peut s'expliquer par la réduction du temps de trajet sur cette distance de plus de quatre heures à maintenant seulement 90 minutes, sans tenir compte de la pluie. Ce gain de temps a amélioré la qualité des biens et des services disponibles et a stimulé le développement en général dans cette région, profitant directement à un nombre de citoyens estimé à 130 000.

Après 25 ans de guerre civile, les routes principales du Sud-Soudan sont délabrées.
À gauche: Un dalot sur la route de Yambio à Tambura s'était effondré depuis longtemps et empêchait les voyageurs d'emprunter la route durant la saison des pluies. À droite : Un nouveau pont sur cette même route, qui fournit à présent un accès tout au long de l'année aux échanges commerciaux internationaux avec la République démocratique du Congo et la République d'Afrique centrale.

Objectifs de contribution de UNOPS



Objectif 1

Rétablir la paix et la stabilité après les conflits

Objectif 2

Relèvement rapide des communautés touchées par des catastrophes naturelles

Objectif 3

Capacité des populations à développer l'économie locale et leur accès aux services sociaux

Objectif 4

Viabilité environnementale et adaptation au changement climatique

Objectif 1

Rétablir la paix et la stabilité après les conflits

En 2009, l'UNOPS a participé à la promotion d'une paix et d'un développement durables dans les situations d'après conflit. En Irak, en Afghanistan, dans le territoire palestinien occupé et au Soudan, de même qu'en République démocratique du Congo et en Haïti, l'UNOPS a administré des projets pour le compte de ses partenaires dans des contextes qui comptent parmi les plus difficiles au monde. Les services fournis par l'UNOPS au titre de l'objectif 1 ont concerné un éventail de projets axés sur la sécurité et l'ordre public, la reconstruction et le renforcement des capacités.

Plus de 1 500 kilomètres de route sont été construits ou remis en état dans des zones touchées par des conflits, ce qui a assuré des milliers de journées de travail à la population locale tout en améliorant l'accès à des biens et services de première nécessité, ainsi qu'à l'aide humanitaire. Ainsi, en Afghanistan, dans le cadre du projet National Emergency Rural Access Project, que financent la Banque mondiale et le Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan, l'UNOPS a participé à la construction ou à la remise en état de 680 kilomètres de routes.

En 2009, l'UNOPS a aidé un grand nombre de partenaires à construire ou à remettre en état l2 ponts dans des zones sortant d'un conflit. Le pont de Bandami, lien essentiel entre le Sud-Soudan, l'Ouganda et la République démocratique du Congo, a ainsi été reconstruit dans

Une famille Sri Lankaise, déplacée en raison d'un conflit dans le nord du pays, vient d'emménager dans un abri nouvellement construit avec le soutien de l'UNOPS et financé par le gouvernement britannique.

le cadre du programme de reconstruction accélérée de l'infrastructure du Soudan, que finance USAID.

L'UNOPS a aidé ses partenaires à construire ou à restaurer plus de 200 équipements dans des zones touchées par des conflits, notamment des bâtiments administratifs et des réseaux de communications. Ainsi, dans le cadre d'un projet mené par le PNUD au titre du programme commun de l'équipe d'appui aux pays des Nations Unies et principalement financé par la Suède, des bâtiments administratifs ont été bâtis dans tout le Libéria afin de renforcer l'administration locale.

L'UNOPS a remis en état 17 hôpitaux/services hospitaliers et trois nouveaux centres de santé en Irak, en République démocratique du Congo, en Somalie, au Libéria et au Soudan pour le compte de partenaires tels que les pouvoirs publics nationaux, les partenaires bilatéraux, notamment USAID, et des organismes des Nations Unies, dont le PNUD, l'OMS, l'UNICEF et le FNUAP.

L'UNOPS a aidé ses partenaires en leur fournissant l'infrastructure nécessaire au respect de la légalité. C'est ainsi qu'au Soudan, il a construit ou remis en état 11 commissariats et centres de formation pour le compte du PNUD et du gouvernement du Sud-Soudan, grâce à un financement du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs.

Pour améliorer les conditions de détention, il est nécessaire de construire des prisons répondant à de rigoureuses normes internationales. L'UNOPS a construit au total 25 prisons et centres de détention en Afghanistan, au Kosovo* et au Soudan et a confié la conception de quatre autres projets à ses architectes, notamment la prison Gardez (en Afghanistan), qui devrait améliorer l'accès des femmes au système judiciaire officiel, grâce au financement fourni par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et la Banque mondiale.

Avec les pouvoirs publics, l'UNOPS s'est également employé à mettre en place l'infrastructure nécessaire au fonctionnement durable de l'État, notamment en renforçant les contrôles aux frontières. Un groupe

** Terme utilisé dans le contexte de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies.*

Étude de cas 3: Des écoles de haute quaLité à Kaboul

Avec la construction de nouveaux bâtiments au collège de garçons Ghazi et au collège de filles Sardar Kabuli, plus de 10 000 élèves, garçons et filles, de la capitale afghane disposeront de moyens de formation de haute qualité. Financé par USAID, ce programme est mis en œuvre par l'UNOPS.

Sur le site du collège de garçons Ghazi, un nouveau bâtiment scolaire de trois étages contenant 72 salles de classe est en construction, tandis que le collège de filles Sardar Kabuli comptera, une fois les travaux terminés, 54 nouvelles salles de classe. Ces deux écoles seront également dotées de laboratoires de sciences et d'informatique, d'une bibliothèque et de bureaux administratifs.

Les deux bâtiments sont conformes aux normes antisismiques et aux normes de sécurité incendie internationales et sont adaptés aux personnes handicapées. Le renforcement des capacités des entreprises d'ingénierie et de construction locales étant un élément très important du programme « Écoles de Kaboul », l'UNOPS fournit une formation sur place à environ 500 étudiants en ingénierie, dont des femmes, bien qu'en Afghanistan celles-ci soient traditionnellement exclues du secteur du bâtiment et des travaux publics.

Le nouveau lycée pour garçons de Ghazi à Kabul, qui devrait être terminé en 2010.

Étude de cas 4:
Soutenir le développement économique en Irak

Le Programme de Développement des zones locales (Local Area Development Programme - LADP) en Irak soutient des centaines d'entreprises locales. Il a pour objectif de stimuler le développement de l'économie locale et de créer des emplois en renforçant les capacités des autorités locales à élaborer et mettre en œuvre des plans de développement économique qui fassent respecter les droits de l'Homme et qui défendent l'égalité entre les sexes. Le programme propose un ensemble de formations, de soutien aux activités et de prêts. Plus de 580 entreprises ont bénéficié de crédits et plus d'une centaine d'entre elles appartiennent à des femmes. Le premier cycle de prêts a été une réussite : il a permis à soutenir directement 1500 emplois durables et les crédits ont été remboursés. Les fonds peuvent donc à présent bénéficier à d'autres emprunteurs. L'UNOPS travaille à la réalisation du LAPD en collaboration avec l'Organisation internationale du Travail, en partenariat avec six autres agences des Nations Unies. Le programme est financé par le Fonds de développement pour l'Irak.

Une femme dans son magasin de vêtements à Hillah, en Irak, bénéficiant d'un plan de micro-crédits mis en œuvre par l'Organisation Internationale du Travail et par l'UNOPS.

important de donateurs, dont le gouvernement japonais, l'a ainsi chargé de renforcer la capacité du gouvernement afghan à gérer efficacement ses frontières.

L'UNOPS a concentré ses efforts sur l'amélioration du système judiciaire dans les zones sortant d'un conflit. Ainsi, pour le compte de la Commission européenne, de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et du gouvernement des États-Unis d'Amérique, l'UNOPS a administré la vérification des qualifications et la sélection de plus de 400 juges et procureurs au Kosovo.

Le rétablissement des services éducatifs étant indispensable au retour à la vie normale des victimes de conflits, en 2009, l'UNOPS a aidé ses partenaires à construire plus de 40 écoles dans des zones touchées par des conflits, notamment au Soudan (grâce à un financement d'USAID) et au Libéria, pour le compte du Ministère de l'Éducation.

L'année dernière, l'UNOPS a facilité de diverses manières la tenue d'élections en Irak et en Afghanistan. En Irak, en conjonction avec la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak, il a participé à la formation de plus de 50 000 observateurs et à la mise en place d'un réseau de communications couvrant tout le territoire, au titre de projets financés par le Fonds de développement des Nations Unies pour l'Irak. Il a également appuyé la mission d'observation électorale menée par la Commission européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, CANADEM et les gouvernements norvégien et suisse à l'occasion des élections présidentielles afghanes.

En partenariat avec le gouvernement sri-lankais, l'UNOPS a construit des abris temporaires pour des dizaines de milliers de personnes déplacées dans le nord de Sri Lanka. Ce projet était financé par l'UNICEF, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le gouvernement du Royaume-Uni et le Fonds central

d'intervention des Nations Unies pour les urgences humanitaires. L'UNOPS est le principal fournisseur d'abris d'urgence à Sri Lanka.

L'UNOPS s'est également employé à développer l'indépendance des femmes dans les zones sortant de conflits en leur offrant un emploi. En Afghanistan, en construisant 85 kilomètres de route, il a aidé le gouvernement à mettre en œuvre un projet visant à améliorer l'accès aux zones rurales financé par la Suède. Il a appuyé les actions menées pour encourager la participation des femmes en constituant un groupe communautaire de femmes chargées de superviser le travail de plus de 50 autres femmes.

L'UNOPS s'est également particulièrement appliqué à stimuler l'emploi local et développer les capacités des travailleurs locaux dans le cadre des activités de consolidation de la paix. Pour le programme de reconstruction accélérée de l'infrastructure du Soudan, il a engagé des entrepreneurs locaux afin de créer des emplois et de créer des capacités à l'échelon local.

En 2009, l'UNOPS a aidé le PNUD et le Service de la lutte antimines à faire face au problème des mines et des restes explosifs de guerre en leur fournissant les services suivants : recrutement, achat, sous-traitance à des organisations commerciales ou nationales, appui technique et opérationnel et services financiers et juridiques.

L'UNOPS a soutenu des activités du Service de la lutte antimines visant à aider directement 10 missions de maintien de la paix des Nations Unies et à fournir des conseils techniques à quatre autres.

En Afghanistan, des opérations de déminage ont été menées dans 282 collectivités, ce qui a permis de déminer et de neutraliser plus de 1 000 champs de mines. En République démocratique du Congo, plus de 330 000 personnes ont été sensibilisées au danger des mines.

Au Soudan, le déminage, commencé en 2005, de 36 000 kilomètres de route par le Service de la lutte antimines a permis à la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) et aux organismes d'aide humanitaire d'économiser environ 150 millions de dollars en frais de transport aérien.

Étude de cas 5: Neutralisation d'engins non explosés dans le territoire palestinien occupé

Les habitants du territoire palestinien occupé vivent et travaillent dans des communautés où abondent les restes explosifs de guerre. Après l'opération militaire « Plomb durci » menée par Israël début 2009, le Service de la lutte anti-mines a déployé des équipes à Gaza afin d'atténuer la menace immédiate représentée par les engins non explosés et de faciliter l'acheminement dans des conditions de sécurité de l'aide humanitaire, ainsi que le déblaiement. En 10 jours, les équipes ont déminé toutes les principales voies d'accès et tous les édifices des Nations Unies. Pendant l'année 2009, dans le cadre de la préparation des projets de reconstruction, les équipes des Nations Unies ont inspecté plus de 1 600 sites et retiré 337 engins non explosés. Ce programme est financé par les gouvernements des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de l'Australie et de la Suède, la Commission européenne, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le PNUD et le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies. En tant que partenaire de réalisation, l'UNOPS fournit des ressources humaines et assure les services d'achats.

Un membre de l'équipe de l'Action anti-mines retire des munitions non explosées à Gaza.

Objectif 2

Relèvement rapide des communautés touchées par des catastrophes naturelles

En 2009, l'UNOPS a aidé des communautés touchées par des catastrophes naturelles en appuyant des projets de reconstruction et de gestion des effets des catastrophes naturelles.

Les années précédentes, l'UNOPS avait appuyé un grand nombre de projets de reconstruction concernant des pays touchés par le tsunami de 2004 (voir Étude de cas 7). En 2009, la plupart de ces projets étaient terminés, mais l'UNOPS a poursuivi l'exécution en Indonésie du projet de construction d'écoles de l'UNICEF et, dans ce cadre, supervisé la construction de 53 écoles conformes aux normes antisismiques, pour le compte du gouvernement indonésien et de l'UNICEF.

Afin de réduire les dégâts causés par les catastrophes naturelles, l'UNOPS a coopéré avec plusieurs pays au renforcement de leur capacité de détection, de préparation et de mitigation. En Argentine, l'UNOPS a aidé le PNUD à acheter pour l'Institut national de prévention sismique du matériel spécialisé pour les tremblements de terre afin de développer ses capacités à surveiller l'activité sismique, pour le compte du gouvernement argentin.

En République démocratique du Congo, l'UNOPS a formé 85 000 personnes à Goma en matière de préparation aux catastrophes naturelles dont des étudiants de 50 écoles et des occupants de cinq abris d'urgence pour personnes déplacées. L'UNOPS a collaboré avec

Des panneaux solaires transportés à cheval aux stations d'observation de l'activité sismique dans les montagnes argentines. L'UNOPS a aidé le PNUD à acheter pour l'Institut national de prévention sismique du matériel spécialisé pour les tremblements de terre pour le compte du gouvernement.

Le Mont Nyiragongo, un vocan hautement actif près de Goma, en République démocratique du Congo. L'UNOPS fournit des services de prévision et de préparation aux catastrophes pour le compte de ses partenaires.

Étude de cas 6: Surveillance des risques volcaniques et activités de sensibilisation en République démocratique du Congo

En République démocratique du Congo, la sécurité de près d'un million de personnes qui vivent au pied d'un volcan très actif a été renforcée grâce à un projet de surveillance et de sensibilisation.

Lors de sa dernière éruption, en 2002, le Mont Nyiragongo a détruit une partie du centre de la ville de Goma, avec un bilan de quelque 160 morts et 120 000 sans-abri.

Plusieurs initiatives de surveillance du volcan et de sensibilisation de la population locale sont en cours. Avec l'aide d'experts internationaux, qui forment des scientifiques congolais et installent du matériel de surveillance sismique de pointe, un groupe de gestion des risques volcaniques et écologiques évalue le niveau de risque dans cette zone. Les données recueillies par le groupe en collaboration avec l'observatoire volcanique local ont servi à établir des cartes de risques et un nouveau plan de secours, de façon à sécuriser la planification urbaine.

Pour l'exécution de ce projet, l'UNOPS a travaillé en partenariat avec le PNUD, les gouvernements du Royaume-Uni, de la Suisse et du Luxembourg et l'Union européenne.

l'Observatoire volcanologique de Goma afin d'aider les experts internationaux à former les scientifiques locaux, pour le compte du PNUD grâce au financement des gouvernements britannique, suisse et luxembourgeois. En République démocratique du Congo, l'UNOPS a aidé plus d'un million de personnes à se protéger des effets d'une éventuelle éruption volcanique (voir Étude de cas 6).

L'UNOPS a également participé à la mise en place de mesures environnementales visant à réduire les risques de catastrophes naturelles. Grâce à un financement de la Commission européenne, par exemple, il a aidé le gouvernement sri lankais à planter quelque 50 hectares d'arbres afin que les populations côtières soient mieux protégées et puissent s'approvisionner en bois de chauffe.

Lorsqu'il intervient après une catastrophe naturelle, l'UNOPS met généralement l'accent sur l'évaluation des dégâts subis par l'infrastructure, la construction des premiers abris, la fourniture de biens de première nécessité et la planification des futurs projets de reconstruction. Les activités qu'il mène en Haïti depuis le mois de janvier illustre bien l'objectif 2 et seront décrites dans le rapport annuel de 2010.

Une nouvelle école construite par l'UNOPS pour le compte de l'UNICEF vient d'ouvrir ses portes à Banda Aceh, en Indonésie dans le cadre d'activités de reconstruction après le tsunami (voir étude de cas 7).

Étude de cas 7:
Après le tsunami, reconstruire mieux

Un complexe hospitalier comprenant une maternité et une aile de soins néonataux reconstruit après le tsunami 2004, à l'hôpital de Kalmunation à l'Est du Sri Lanka.

Le tsunami qui s'est produit en 2004 dans l'océan Indien, puis le séisme qui l'a suivi en 2005, ont fait plus de 220 000 morts et provoqué plus de 10 milliards de dollars de dégâts. Parallèlement à l'aide d'urgence, la nécessité de programmes de reconstruction à plus long terme et de « reconstruire, mais en mieux » est rapidement apparue comme évidente.

En Indonésie et à Sri Lanka, un grand nombre de projets de reconstruction auxquels l'UNOPS participe touchent à leur fin. Ces cinq dernières années, afin d'aider ses partenaires dans ces deux pays, l'UNOPS a supervisé la construction de 251 écoles et 89 dispensaires, de centaines de kilomètres de routes, de 5 ponts, de 142 cantines scolaires et de 90 maisons.

Le programme le plus important a été mené dans la province d'Aceh et sur l'île de Nias (Indonésie), où l'UNOPS a administré pour le compte de l'UNICEF la construction de 225 nouvelles écoles primaires et de 27 centres intégrés pour la santé, la nutrition et le développement des jeunes enfants. Parmi les nombreux projets menés à Sri Lanka, l'UNOPS a dirigé la construction de 21 écoles et 33 dispensaires pour le compte de l'UNICEF et de 16 autres dispensaires pour le compte du FNUAP. Dans ces deux pays, l'UNOPS a travaillé en étroite collaboration avec les autorités nationales et locales à la mise en place de mesures de responsabilité et à la prise en main du programme par le pays.

Objectif 3

Capacité des populations à développer l'économie locale et leur accès aux services sociaux

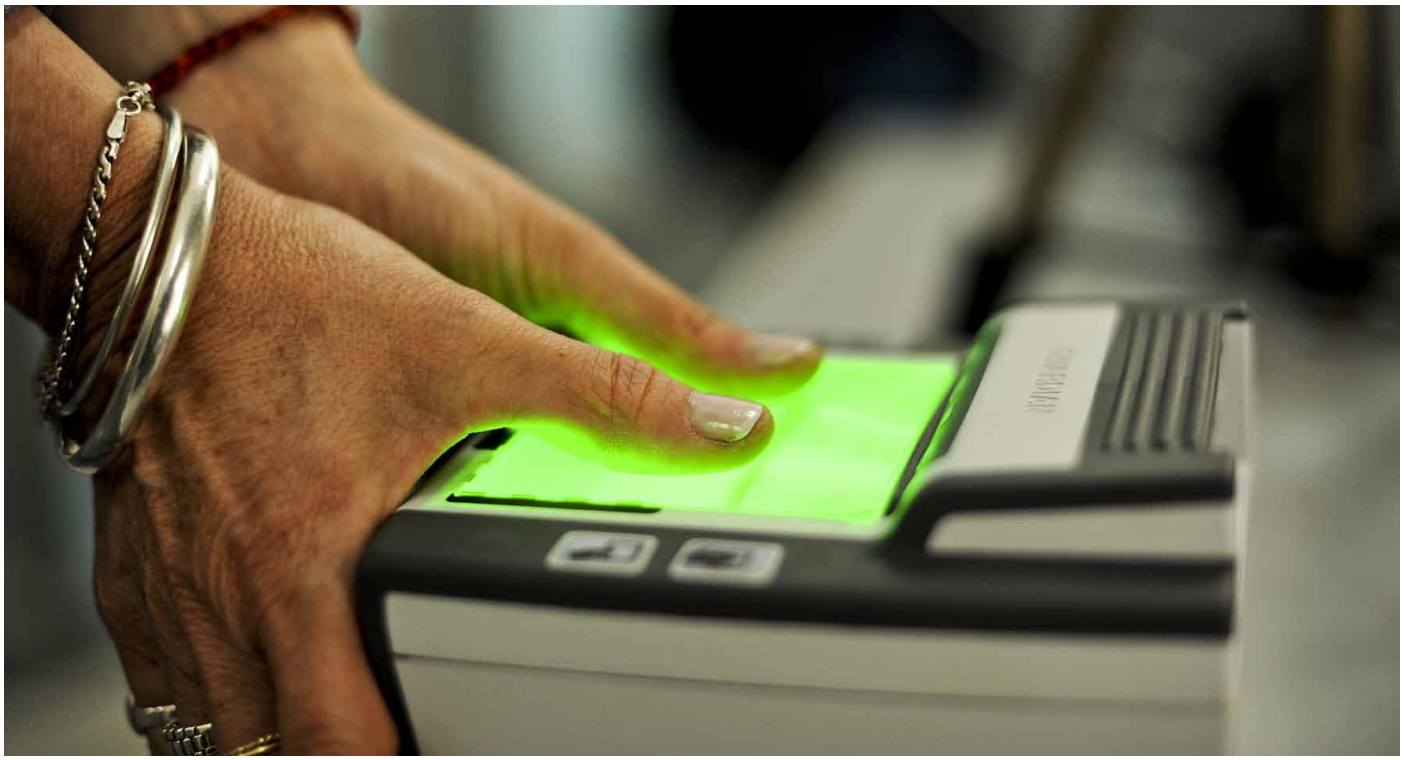
Un fermier à El Salvador bénéficiant d'une aide grâce à une initiative de développement rural pour le compte du PNUD et financée par le Fonds international de développement agricole et le gouvernement d'El Salvador.

En 2009, l'UNOPS a appuyé le développement de l'économie locale et l'amélioration de l'accès aux services sociaux dans tous les environnements, mais, par souci de clarté, nous n'examinerons dans cette section que des projets réalisés dans des circonstances autres que des situations d'après conflit ou d'après catastrophe.

L'UNOPS a participé à l'action menée par des partenaires dans des pays à revenu faible ou intermédiaire pour réduire l'extrême pauvreté et la faim, harmoniser l'enseignement primaire, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle et combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies.

Il y est parvenu, notamment, en construisant des infrastructures matérielles telles que des routes, des écoles et des édifices publics, en appuyant des initiatives visant à créer des emplois rémunérateurs et en achetant des biens.

Les partenaires ont bénéficié de l'acquisition de biens médicaux les plus divers, notamment de plus de 500 appareils hospitaliers de pointe destinés à des prestataires de soins de six pays d'Amérique latine. Le Pérou a reçu du matériel pour 26 dispensaires et hôpitaux, dont le matériel de cardiologie pour son Institut national de cardiologie. Au Pérou, l'UNOPS a également aidé le système public d'assurance maladie EsSalud à couvrir plus de 8 millions de Péruviens pour le compte du gouvernement.



Une femme enregistre ses empreintes. Cette mesure a été prise afin d'améliorer la sécurité pour les nouvelles cartes d'identité en Argentine. L'UNOPS achète tout le matériel nécessaire à l'émission des cartes pour le Ministère de l'Intérieur.

Plus de 2 millions de moustiquaires ont été achetées en Asie, dont la majeure partie en Inde, où le Bureau veille, pour le compte du gouvernement national, de la Banque mondiale et du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, à ce que les fonds publics soient utilisés de la façon la plus efficace et la plus transparente possible.

En 2009, l'UNOPS a acheté plus de 238 millions de doses de médicaments dans le monde, dont près de 20 millions en Argentine, pour un projet exécuté par le PNUD au nom du gouvernement.

En 2009, l'UNOPS a aidé ses partenaires dans la lutte contre le VIH/sida, conformément à l'objectif 6 du Millénaire pour le développement, en achetant plus de 128 millions de doses de médicaments essentiels pour lutter contre le VIH/sida. Il a également participé en 2009 à la distribution de plus de 2,5 millions de seringues propres pour prévenir la transmission du VIH parmi les toxicomanes. Par l'intermédiaire de ses partenaires de réalisation, le Fonds a diffusé auprès de 500 000 personnes des méthodes de prévention du VIH et a distribué près de 25 millions de préservatifs. L'UNOPS gère le Fonds, en accord avec le Ministère de la santé et au nom du consortium de donateurs, qui comprend l'Australie, la Commission européenne, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède.

L'UNOPS est chargé par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme de fournir des services en tant qu'agent de financement local, dans 14 pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe. Des équipes nationales de consultants techniques procèdent à des évaluations indépendantes et formulent des recommandations pour renforcer les capacités nationales en matière de gestion et d'utilisation des subventions et pour permettre la prise de décisions financières en fonction des résultats afin que leur pays continue à bénéficier de subventions de la part du Fonds mondial.

L'UNOPS a contribué à la formation de plus de 20 000 personnes à diverses techniques de soin : il a notamment recruté et formé à la lutte contre la mortalité des enfants de moins de 5 ans 643 femmes indiennes, dans le cadre de l'Initiative de Partenariat Indo-Norvégien financée par le gouvernement norvégien.

Au total, l'UNOPS a construit ou réaménagé plus de 30 hôpitaux et dispensaires dans des pays à revenu faible ou

Étude de cas 8:
Aider l'Inde à faire des achats transparents et efficaces en matière de santé

Dans un pays aux dimensions de l'Inde, les achats de santé sont une vaste entreprise, nécessitant la gestion transparente de grosses sommes et l'acheminement efficace d'articles fort nécessaires. En 2007, pour surmonter certaines de ces difficultés, le gouvernement indien a choisi, après une procédure d'appel à candidatures, l'UNOPS comme agent pour l'acquisition de produits destinés aux programmes du secteur de la santé, avec un budget annuel de plus de 100 millions de dollars.

En 2009, l'UNOPS a lancé 56 appels d'offres internationaux pour l'achat de matériel médical et de médicaments afin de lutter contre une série de maladies. Le projet a permis cette année-là d'acheter, entre autres, plus de 2 millions de moustiquaires pour lutter contre le paludisme, près d'un million d'outils de diagnostic pour le VIH, le virus de l'hépatite C et l'hépatite et plus de 150 millions de doses de médicaments. Le projet est financé par les gouvernements de l'Inde et du Royaume-Uni, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et la Banque mondiale.

Des médicaments contre l'hépatite achetés par l'UNOPS pour le Ministère de la Santé.

intermédiaire. Il a notamment construit neuf hôpitaux au Pérou, pour le compte du gouvernement.

L'UNOPS a également aidé ses partenaires à gérer toute une série de projets d'infrastructures de grande envergure visant à stimuler le développement local et a construit ou réaménagé, par exemple, plus de 450 kilomètres de routes dans 80 villages du Pérou. En collaboration avec le PNUD, l'UNOPS est un partenaire stratégique du Ministère péruvien du logement pour l'élaboration et l'exécution du programme. À Sri Lanka, il a géré la remise en état de deux ports de pêche, dans le cadre d'un projet financé par le gouvernement grec, dont ont bénéficié quelque 10 000 pêcheurs et leurs familles, avec des avantages considérables pour l'environnement.

Plus de 200 plans stratégiques de relèvement économique à l'échelle locale ont été élaborés avec l'aide de l'UNOPS dans des pays à revenu faible ou intermédiaire, ce qui a entraîné toute une série d'initiatives économiques. Ainsi, conformément à un plan élaboré au Kenya, des entreprises locales ont été formées à l'utilisation rationnelle de l'énergie, notamment pour réaliser des économies. Ce projet, exécuté en partenariat avec le PNUD et le PNUE, visait également à lutter contre les changements climatiques en réduisant les émissions de CO_2.

Pour aider ses partenaires à améliorer les moyens de subsistance des populations rurales, l'UNOPS a exécuté plus de 100 projets de développement rural en Afrique et en Amérique latine. Il a notamment travaillé au Pérou avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour réduire la culture illégale de feuilles de coca tout en fournissant des sources de revenus alternatives pour les cultivateurs.

L'UNOPS a aidé les partenaires à appuyer l'état de droit dans les pays à revenu faible ou intermédiaire en procurant, par exemple, des uniformes à plus de 92 000 agents de police au Pérou, dans le cadre d'un projet financé par le gouvernement. En Argentine, l'UNOPS a contribué à améliorer l'accès aux services sociaux en aidant le Ministère de l'Intérieur à émettre un nouveau type de carte d'identité, grâce à l'achat de tous les éléments nécessaires à la fabrication de plus de 10 millions de cartes.

Étude de cas 9:
Améliorer les transports au Pérou

Quelque 5 millions d'habitants de Lima vont bénéficier d'une nouvelle gare routière centrale et d'un nouveau réseau routier qui réduiront la pollution, les accidents et les problèmes d'accès.

La gare qui vient d'être achevée sera le pôle principal d'un nouveau système de transports, le Metropolitano, qui comprend un réseau écologiquement rationnel de 500 bus fonctionnant au gaz.

Le Metropolitano facilitera la circulation entre les principales zones commerciales et industrielles, ainsi que l'accès aux écoles et aux zones résidentielles.

Le projet, dont le budget s'élève à 36 millions de dollars, a été financé par la Municipalité métropolitaine de Lima et la Banque Interaméricaine de Développement. L'UNOPS a supervisé les travaux de la gare et a été chargé de la gestion des fonds et du projet.

Nouvelle gare centrale de bus à Lima, construite par l'UNOPS pour le compte de la Municipalité métropolitaine de Lima et la Banque Interaméricaine de Développement.

Objectif 4

Viabilité environnementale et adaptation au changement climatique

L'UNOPS a assisté ses partenaires à mener des activités d'adaptation aux changements climatiques, à limiter les conséquences environnementales des catastrophes naturelles ou des conflits, à protéger la biodiversité, les eaux internationales et les zones vulnérables. Il les a également aidés à appliquer des solutions énergétiques durables et à gérer les subventions modestes destinées aux ONGs et communautés locales.

Dans de nombreux cas, le caractère transfrontalier des questions environnementales rend nécessaire une action internationale coordonnée. Le groupe de l'UNOPS chargé des eaux internationales exécute, à la demande du PNUD et grâce au financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), des projets portant sur les systèmes hydriques transfrontaliers, à savoir les fleuves traversant plusieurs pays, les écosystèmes marins

Étude de cas 10:
Des petites subventions permettent d'alimenter en énergie solaire et de reboiser un village guatémaltèque

Au Guatemala, une communauté isolée constituée de 21 familles apprend à préserver ses terres et à exploiter l'énergie solaire grâce à une subvention de 19 098 dollars provenant du Programme de petite subventions du FEM, mis en œuvre par le PNUD et exécuté par l'UNOPS. Cinq ampoules alimentées par énergie solaire ont été installées dans chacune des maisons du village, pour remplacer des sources d'énergie préjudiciables à l'environnement, conformément à l'objectif du FEM en matière d'atténuation des effets des changements climatiques. Pour assurer une durabilité à long terme, des membres de la communauté ont été formés à l'entretien du matériel solaire. Cette communauté, qui dépend des ressources locales, a également utilisé une partie des subventions pour planter, sur près de deux hectares, 8 000 arbres d'une espèce indigène.

Quelques maisons dans un village isolé du Guatemala utilisant à présent l'énergie solaire grâce à une subvention du Fonds pour l'environnement mondial.

des bassins fluviaux et lacustres et les eaux souterraines partagées. Les 34 projets de ce portefeuille d'activités aident des pays à collaborer dans la lutte contre les agressions écologiques, telles que la surpêche et la pollution industrielle. Certains projets couvrent plusieurs régions, dont la mer Jaune, la mer Caspienne, le fleuve Orange-Senqu et le courant Benguela. En outre, des projets portant sur une meilleure connaissance des eaux internationales tels que « International Waters: Learn », ou sur la gestion intégrée des ressources en eau tels que le projet « Capacity-building for Integrated Water Resources Management » (CAPNET) sont axés sur le partage des connaissances et le renforcement des capacités dans ces domaines.

L'UNOPS a été l'agent d'exécution du Programme de Petites subventions du FEM, mis en œuvre par le PNUD. Ce programme traite de questions liées à l'environnement à l'échelle mondiale, tout en se souciant des besoins des populations locales et en encourageant les pays participants à adopter des politiques environnementales.

L'UNOPS a assuré dans plus de 120 pays la gestion administrative et financière d'environ 4 000 projets communautaires ainsi financés. Ces initiatives environnementales de petite envergure rassemblent une série de projets tels que la protection des tortues de mer en Albanie, l'alimentation de villages en énergie solaire au Bénin et la protection de l'antilope Bongo de montagne au Kenya, dont les spécimens sont rares. Sur les 4 000 projets de subventions, 48 pour cent concernaient la biodiversité, 19 pour cent le changement climatique, 16 pour cent la dégradation des terres et 17 pour cent d'autres problèmes environnementaux.

L'UNOPS a aidé 21 pays africains à renforcer leurs capacités de gestion de l'environnement et à adapter leur développement national de manière à assimiler les risques et les perspectives liés aux changements climatiques. Ces pays ont adopté des mécanismes de planification qui leur permettent de gérer les incertitudes liées aux changements climatiques, appliquent des politiques intégrant le facteur climatique et se dotent des capacités de direction et des cadres institutionnels nécessaires pour gérer les risques et les perspectives liés aux changements climatiques. Le projet a été financé par le PNUE, le PNUD, le FEM et l'Union postale universelle.

Étude de cas 11: Protéger la biodiversité dans le bassin du Congo

Les gorilles, les éléphants et d'autres espèces menacées vivant sur la deuxième plus grande étendue de forêt tropicale au monde bénéficient d'une protection supplémentaire grâce au projet TRIDOM .

La biodiversité du Bassin du Congo est menacée du fait du braconnage, de l'exploitation du bois, de l'extraction minière et des établissements humains. Le projet TRIDOM aide les autorités du Cameroun, du Gabon et du Congo à créer et gérer un complexe transfrontalier d'une superficie de 40 000 kilomètres carrés comprenant neuf zones protégées, avec une aire centrale commune aux trois pays.

Les collectivités locales participent à la gestion des ressources naturelles ainsi qu'à la création d'activités génératrices de revenus, liées à la conservation de la zone. Le projet septennal est financé par le FEM, mis en œuvre par le PNUD et exécuté par l'UNOPS.

Deux éléphants de forêt menacés de disparition à présent protégés par le projet TRIDOM.

Objectifs transversaux

Une yashoda indienne tenant dans ses bras un nouveau-né. Les Yashodas sont formées afin d'assister les sages-femmes et les mères pour les soins post-nataux dans le cadre de l'Initiative de Partenariat Indo-Norvégien.

En 2009, l'UNOPS a aidé ses partenaires à tenter de réaliser une série d'initiatives transversales à travers quatre objectifs de contribution, comme le montrent les chapitres précédents. Dans cetains cas, les objectifs transversaux étaient l'aboutissement recherché en eux-mêmes et dans d'autres cas, leurs résultats étaient intégrés dans un projet ayant un autre but premier.

Les objectifs transversaux sont les suivants:

- L'égalité des sexes et l'émancipation des femmes
- Le développement des capacités nationales
- La viabilité environnementale

L'égalité des sexes et l'émancipation des femmes

L'égalité des sexes et l'émancipation des femmes sont essentielles au développement, tout en étant d'importants objectifs en soi. L'égalité des sexes est au centre de l'objectif 3, mais touche également tous les autres objectifs et est essentielle à la consolidation de la paix, aux secours humanitaires et au relèvement.

L'UNOPS a mis l'accent sur l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes dans beaucoup de projets mis en œuvre en 2009. Il compte apporter à l'avenir des améliorations dans ce domaine et prévoit une composante « égalité des sexes » dans tous les projets pertinents.

L'UNOPS s'est efforcé d'aider ses partenaires à renforcer les capacités des femmes en tant que population active, qu'elles soient chefs d'entreprise, policières, ingénieures ou ouvrières. Il a aidé, par exemple, l'Autorité palestinienne à réaménager le Centre de formation de la police de Jéricho, financé par la Commission européenne, de façon à ce qu'il dispose de structures spécifiques pour les femmes afin de faciliter leur recrutement. Il a également instauré des conditions propices au recrutement de travailleuses journalières pour des projets routiers financés par le gouvernement suédois en Afghanistan, tout en fournissant à des étudiantes afghanes en génie une expérience clé sur des chantiers de construction d'écoles à Kaboul dans le cadre d'un projet de l'Agency for International Development (USAID).

L'UNOPS a mis l'accent sur l'égalité des sexes dans le domaine de la santé et a aidé ses partenaires à former du personnel de santé féminin et à améliorer la santé maternelle et infantile. Par exemple, dans le cadre de l'Initiative de partenariat Inde-Norvège, financée par le gouvernement norvégien, il a contribué à la formation de 10 300 ASHAs (Accredited Social Health Activist, c'est-à-dire des agentes sanitaires et sociales certifiées travaillant dans une structure villageoise).

L'UNOPS a appuyé l'action menée par ses partenaires pour éliminer les préjugés à l'égard des femmes, au Pakistan par exemple, où un projet du PNUD financé par le Royaume-Uni a mieux informé la police de la législation en vigueur en matière de violence sexiste.

Le développement des capacités nationales

Le renforcement des capacités nationales est un objectif central des activités opérationnelles du système des Nations Unies. L'UNOPS complète l'action en ce sens des partenaires de l'Organisation en fournissant des services pertinents et en partageant ses connaissances et son expérience.

En 2009, les gouvernements ont de plus en plus fréquemment demandé l'aide de l'UNOPS pour compléter et renforcer leurs capacités de diverses façons, et la plupart des projets incluaient un élément relatif à la formation.

L'UNOPS a aidé ses partenaires à former directement plus de 170 000 personnes, notamment dans les domaines de la santé, de la surveillance des élections et de l'agriculture. Par exemple, au Kenya, au nom du Fonds commun pour les produits de base, plus de 1 300 cultivateurs de café ont reçu une formation relative à la culture du café qui leur a permis de doubler leur productivité.

L'UNOPS a également aidé les partenaires à fournir aux travailleurs locaux des formations en cours d'emploi, notamment dans le cadre d'un programme d'infrastructures accélérées au Soudan, avec la formation

Des travailleurs congolais au Sud Kivu suivent un cours portant sur la stimulation de l'économie locale dans le cadre d'un projet du gouvernement britannique visant le maintien de la stabilité dans le pays

d'entrepreneurs soudanais à la construction et à l'entretien des routes. L'UNOPS a également contribué au renforcement des capacités des administrations publiques en formant le personnel du Ministère soudanais des infrastructures physiques à la conception et à l'exécution d'un projet qui soit conforme aux spécifications internationales.

Des femmes vident un filet de pêche sur une plage des Seychelles à présent protégée par le projet Grands Ecosystèmes Marins d'Agulhas et de Somalie.

La viabilité environnementale

La viabilité environnementale est une préoccupation mondiale et les personnes vivant dans la pauvreté risquent d'être les principales victimes des risques environnementaux, notamment de la destruction des ressources naturelles et des effets du changement climatique. La préservation de l'environnement est au cœur de l'objectif 7 du Millénaire pour le développement et a des répercussions sur plusieurs autres objectifs.

L'UNOPS a fait de la viabilité environnementale et des changements climatiques un objectif de contribution et a aidé ses partenaires à mettre en œuvre des activités d'adaptation aux changements climatiques, à protéger la biodiversité, les eaux internationales et les aires vulnérables. Il les a également aidés à appliquer des solutions énergétiques durables et à gérer des petites subventions destinées à des organisations non gouvernementales relatives à l'environnement (voir objectif 4).

L'UNOPS a également fait face aux répercussions écologiques des catastrophes naturelles ou des conflits et a intégré des infrastructures durables dans tous ses objectifs de contribution et ses pratiques, comme indiqué dans les sections précédentes. Par exemple, lorsque l'UNOPS a géré la remise en état de deux ports de pêche à Sri Lanka dans le cadre d'un projet financé par le gouvernement grec, il incluait des initiatives écologiques comme la protection de la plage contre les marées noires.

L'UNOPS a également tenu à adopter une politique d'achats respectueuse de l'environnement au siège comme pour divers projets sur le terrain. À titre d'exemple, en collaboration avec le PNUE, il s'est efforcé de mettre en place une politique d'achats responsables à l'échelle du système des Nations Unies. Il a travaillé avec le PNUE pour mettre au point des directives en matière de produits, un guide de label écologique, des cours de formation et un mécanisme de comparaison pour aider les utilisateurs du site Web du Bureau des services d'achats interorganisations (UN Web Buy system) à choisir des véhicules en fonction de leur performance environnementale. Lors de l'élaboration du rapport statistique annuel 2008 sur les achats des Nations Unies, l'UNOPS a établi également un supplément thématique sur les achats responsables.

Étude de cas 12:
Renforcer les capacités des ministères et des femmes à soutenir l'environnement en Afghanistan

L'Afghanistan Conservation Corps s'efforce de conserver la biodiversité afghane, d'améliorer les moyens de subsistance des populations rurales et de renforcer les capacités nationales en matière de gestion durable des forêts et des bassins versants.

Des méthodes à forte intensité de main-d'œuvre fournissent du travail aux résidents vulnérables, tels que les réfugiés de retour ou les personnes déplacées, les anciens combattants et les femmes. En 2009, le Corps a planté 500 000 jeunes arbres, ce qui a créé au moins 50 000 journées de travail.

L'Afghanistan Conservation Corps a également fourni une formation relative à l'exploitation avicole à 420 femmes et une formation sur la conservation des terres, de l'eau et de la forêt à 290 employés du gouvernement et fermiers. En étroite collaboration avec le département afghan des affaires relatives à la protection des femmes, il a sélectionné un ensemble de femmes vulnérables et leur a fourni une formation de jardinage avant de leur fournir des emplois de remise en état d'espaces publics tels que des parcs, des complexes hospitaliers et des jardins d'écoles. Ce projet était financé par le gouvernement des États-Unis et géré par l'UNOPS. Les projets sont identifiés et exécutés en collaboration avec les ministères afghans et les communautés locales.

Le Jardin des Femmes au Mausolée de Gawarshad Begum à Herat, en Afghanistan. L'Afghanistan Conservation Corps emploie des femmes pour l'entretien du jardin. Elles effectuent des tâches telles que l'irrigation, la plantation et le désherbage.

Situation financière : points marquants*

Résultats correspondant à l'exercice financier ayant pris fin le 31 décembre 2009, avec les chiffres comparatifs de l'exercice précédent ayant pris fin le 31 décembre 2008 (en milliers de dollars)

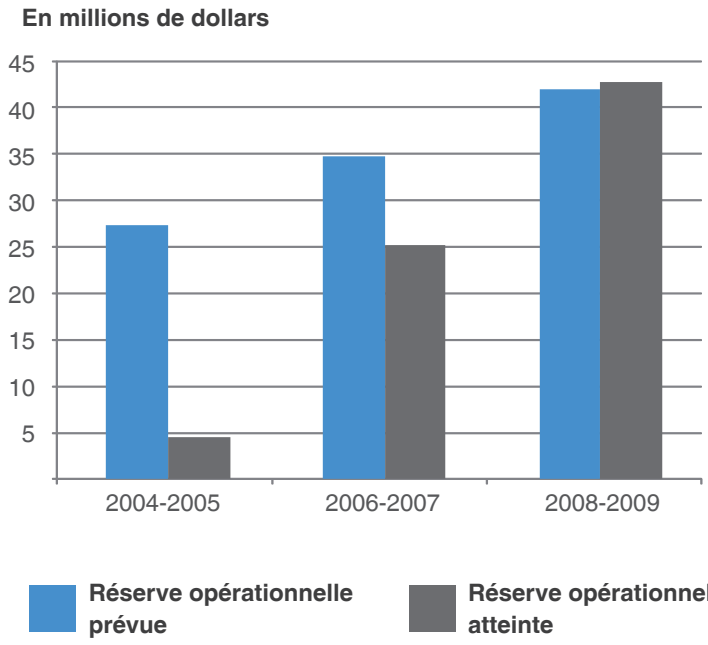
COMPTE DE RÉSULTATS	2009	2008	Evolution en %
RECETTES			
Coûts d'administration et de support	61,947	50,209	23%
Recettes des services consultatifs et des biens et services remboursables	20,569	9,390	119%
Recettes diverses	7,826	8,664	-10%
RECETTES TOTALES	90,343	68,263	32%
moins: DÉPENSES TOTALES	64,414	61,722	1%
EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	25,929	6,541	332%
moins: PROVISIONS ET AMORTISSEMENT DE CRÉDITS	15,592	6,483	140%
EXCÉDENT NET DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	10,337	58	

État du passif, de l'actif et des réserves au 31 décembre 2009, avec les chiffres comparatifs de l'exercice précédent ayant pris fin le 31 décembre 2008 (en milliers de dollars)

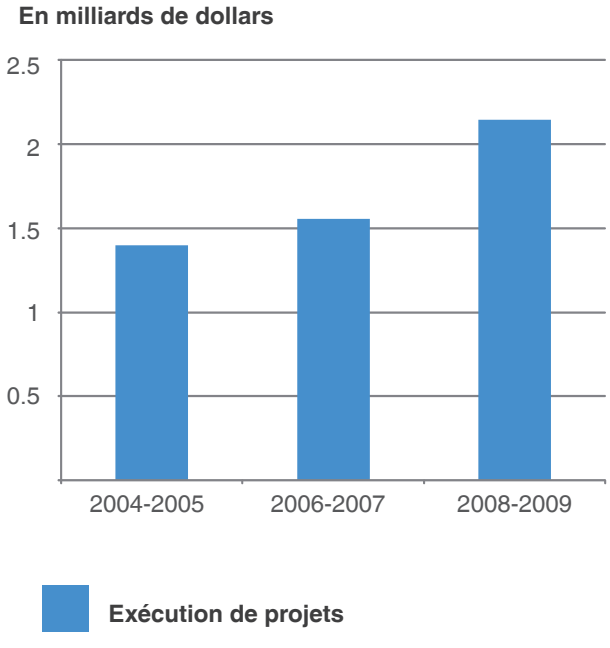
BILAN	2009	2008	Augmentation/ (Diminution)
ACTIF			
Liquidités et dépôts à terme	444,070	151,959	292,111
Comptes à recevoir	39,639	31,097	8,542
Comptes interfonds	240,202	503,994	(263,792)
ACTIF TOTAL	723,911	687,049	
PASSIF			
Contributions reçues en avance	404,054	309,477	94,577
Obligations non liquidées	218,797	291,622	(72,825)
Comptes à payer, provisions et engagements de prévoyance	58,326	55,870	2,456
	681,177	656,970	
RÉSERVES			
Réserves opérationnelles	42,733	30,079	12,654
PASSIF ET RÉSERVES TOTAUX	723,911	687,049	

**Le Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies effectue actuellement l'audit des résultats et de la situation financière de l'UNOPS pour la période 2008/2009 au 31 décembre 2009.*

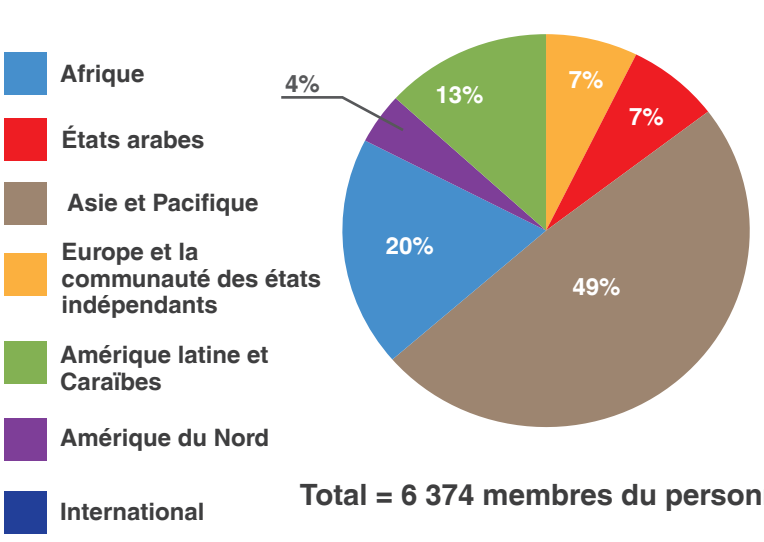
Réserves opérationnelles à la fin du biennium



Exécution de projets durant le biennium

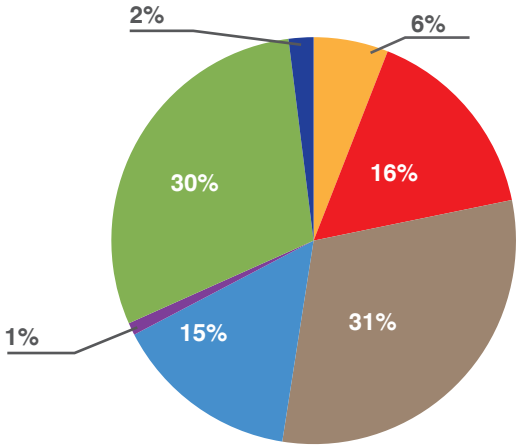


Personnel de l'UNOPS par localisation



Total = 6 374 membres du personnel

Exécution de projets par pays **



Exécution totale = 1,1 milliards de dollars

***L'UNOPS exécute des projets partout dans le monde pour le compte de ses partenaires économiques (1,1 milliards de dollars en 2009). L'UNOPS perçoit des frais de gestion pour la livraison de ces services (61,9 millions de dollars en 2009). Ces chiffres sont représentés dans la première ligne du tableau relatif au compte de résultats.*

UNOPS

UNOPS HQ
PO Box 2895
2100 Copenhagen
Denmark

Tel: +45 35 46 75 00
Fax: +45 35 46 75 01
Email: info@unops.org
www.unops.org